



Demande de dossier d'éligibilité au
« Label Responsabilité Sociale »

Catégorie - Donneur d'Ordres

A RENVoyer

✉ ALRS

A l'attention de Sébastien FAURE
c/o Mission Nationale de la Relation Client
17, Square Edouard VII
75009 Paris
Tél : 01.77.49.46.10

DEMANDE DE DOSSIER D'ELIGIBILITE AU "LABEL RESPONSABILITE SOCIALE" POUR LA CATEGORIE « DONNEUR D'ORDRES »

Principes génériques

Créé le 14 décembre 2004 sous l'égide du Ministère du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale, de l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et du SP2C (Syndicat Professionnel des Centres de Contacts), le "Label responsabilité sociale" apparaît plus que jamais comme le garant éthique des bonnes pratiques sociales des acteurs de la chaîne de la relation clients.

Après plus de trois ans d'existence, la légitimité du "Label Responsabilité Sociale" est aujourd'hui renforcée avec la création d'une association destinée à la promotion et au développement de la Responsabilité Sociale des Entreprises dans le secteur de la relation clients : l'ALRS (Association pour la promotion et le développement du Label Responsabilité Sociale).

Fort levier de valorisation socio-économique du secteur grâce à une mise en exergue du socialement responsable, le "Label Responsabilité Sociale" inaugure et propose une alternative à une logique axée uniquement sur la recherche systématique d'optimisation des coûts.

En effet, en assurant une valeur ajoutée accrue dans la qualité des prestations délivrées dans le cadre d'un environnement socialement responsable, le "Label Responsabilité Sociale" démontre ainsi que logique économique et responsabilité sociale ne sont pas des concepts antinomiques en matière de création de valeur.

Consensuel et collectif, il offre, de par son contenu, la possibilité de :

- améliorer l'image du secteur et l'attractivité des filières métiers de la relation clients ;
- démystifier la dimension sociale et les politiques d'achats des acteurs du secteur en rendant plus transparente l'ensemble de la chaîne de valeur : « Donneur d'Ordres », « Centres de Relations Clients intégrés », « Centres de Relations Clients externalisés » ;
- allouer une confiance durable plus accrue dans la relation « Donneur d'Ordres » - « Sous-traitants » ;
- permettre une meilleure reconnaissance, par l'ensemble des parties prenantes du marché, des entreprises socialement responsables ;
- promouvoir les politiques d'ingénierie formation bâties dans la perspective d'accroître la valeur ajoutée des prestations de services délivrées aux clients et utilisateurs finaux ;
- mobiliser les personnels autour d'objectifs fédérateurs communs.

Trois catégories d'entreprises sont visées par le "Label Responsabilité Sociale" : « Donneur d'Ordres », « Centres de Relations Clients Intégrés » et « Centres de Relations Clients Externalisés ».

Chacune de ces catégories est auditée selon une méthodologie spécifique établie par un cabinet d'audit spécialisé indépendant.

Ainsi, sont notamment évaluées pour la catégorie « Donneur d'Ordres », les pratiques d'achats responsables ou encore les pratiques sociales éthiques ainsi que les conditions de travail pour les centres de relations clients intégrés ou externalisés.

En préconisant une méthode de responsabilisation des acteurs par la création d'un label privé régi par une association dédiée, l'Etat poursuit deux objectifs principaux que sont : la valorisation et la structuration de l'ensemble des acteurs de la profession.

Le "Label Responsabilité Sociale" constitue un facteur différenciant fort en matière de création de valeur sociale et se révèle un enjeu majeur dans une économie nationale où les activités de services constituent de réels pôles de développement d'emplois et de compétences et un fort levier de croissance économique.

Les entreprises « Donneur d'ordres », les centres de relations clients intégrés comme externalisés qui souhaitent adhérer volontairement à ce label devront exercer leurs activités avec toutes les garanties en termes de bonnes pratiques sociales, de respect des règles managériales et de respect des normes contractuelles engagées avec les partenaires, sous-traitants et fournisseurs.



Demande de dossier d'éligibilité au
« Label Responsabilité Sociale »

Catégorie - Donneur d'Ordres

A RENVOYER

✉ ALRS

A l'attention de Sébastien FAURE
c/o Mission Nationale de la Relation Client
17, Square Edouard VII
75009 Paris
Tél : 01.77.49.46.10

FICHE : Catégorie « Donneur d'Ordres »

Critères d'éligibilité

Principes applicables aux entités juridiques postulantes issues de la catégorie « Donneurs d'Ordres » :

Les sociétés de la catégorie « Donneur d'Ordres » peuvent postuler au seul titre d'une entité juridique disposant d'une personnalité morale indépendamment de la société mère ou du groupe dès lors qu'une cohérence géographique et/ou opérationnelle régit la demande de candidature et que celle-ci est approuvée par le Comité de labellisation.

Toutefois **cinq** conditions sont à remplir :

- Un minimum de 60% des volumes d'activités externalisés (heures productives de services francophones de relations clients à destination de clients finaux français) achetés par l'entité juridique postulante, est réalisé en France par des centres de relations clients externalisés.
- La pratique des enchères inversées par l'entité juridique postulante dans le cadre de sa politique d'achat en France à l'égard des centres de relations clients externalisés, constitue un critère réhibitoire.
- Les cas de discrimination avérés ayant donné lieu à une condamnation pénale dans l'année précédant la candidature au Label Responsabilité Sociale constituent un critère réhibitoire.
- Les cas de suicides ayant donné lieu à une reconnaissance pour faute inexcusable dans l'année précédant la candidature au Label Responsabilité Sociale constituent un critère réhibitoire.
- Les cas de condamnation CNIL dans l'année précédant la candidature au Label Responsabilité Sociale constituent un critère réhibitoire.

On entend par les cas de condamnation CNIL, après mise en demeure infructueuse, les sanctions suivantes directement applicables par la CNIL :

- Sanction pécuniaire
- Injonction de cesser le traitement
- Retrait de l'autorisation pour ce traitement

NB : Une mise en demeure de la CNIL ne rend pas une entreprise inéligible. C'est la condamnation CNIL, qu'elle soit pécuniaire, injonction de cesser le traitement ou retrait de l'autorisation, qui rend l'entreprise inéligible.



Demande de dossier d'éligibilité au
« Label Responsabilité Sociale »

Catégorie - Donneur d'Ordres

A RENVoyer

✉ ALRS

A l'attention de Sébastien FAURE
c/o Mission Nationale de la Relation Client
17, Square Edouard VII
75009 Paris
Tél : 01.77.49.46.10

Les entreprises qui souhaitent se porter candidates sont invitées à renvoyer leur dossier de demande d'éligibilité au comité de labellisation de l'Association Label Responsabilité Sociale

Si cette demande est retenue par le comité de labellisation vous recevrez un devis (devis valable trois mois). Après acceptation, vous devrez le renvoyer tamponné, signé, daté et accompagné de la mention « Bon pour accord », une facture sera alors émise et envoyée par courrier postal (votre candidature devra nous parvenir dans un délai d'un an à compter de la date de facturation). Après réception du paiement, nous vous ferons parvenir le dossier du « Label Responsabilité Sociale » par courrier électronique.

Vous devez ensuite retourner votre dossier « Label Responsabilité Sociale » dûment rempli et accompagné des pièces justificatives par voie postale et vous inscrire dans l'une des vagues de labellisation (le calendrier des vagues vous sera indiqué par courrier et sera disponible sur le site internet www.alrs.asso.fr.)

Oui, je souhaite recevoir un devis pour ma candidature au « Label Responsabilité Sociale ».

Date

Mail

Nom et fonction

Cachet de la société et signature



Demande de dossier d'éligibilité au
« Label Responsabilité Sociale »

Catégorie - Donneur d'Ordres

A RENVOYER

✉ ALRS

A l'attention de Sébastien FAURE
c/o Mission Nationale de la Relation Client
17, Square Edouard VII
75009 Paris
Tél : 01.77.49.46.10

(Merci de bien vouloir compléter cette partie)

Raison Sociale :

Adresse :

Maison mère :

Activités :

(Joindre un organigramme juridique simplifié précisant les liens capitalistiques avec d'autres entités juridiques)

CA :

Code NAF :

ETP :

Le cabinet d'audit s'attachera à auditer l'entité juridique postulante (groupe ou filiale).

L'audit portera notamment sur les contrats commerciaux établis en France ou à l'étranger dans le cadre de l'achat d'heures productives de services francophones de relations clients à destination de clients finaux français.

Pouvez-vous préciser la répartition en % des achats de prestations de CRC en France et à l'étranger (en € et en heures productives) ? :

% du montant des achats annuels de prestations des CRC	France	Off shore
Centres de relations clients intégrés		
Centres de relations clients externalisés		

% en heures productives	France	Off shore
Centres de relations clients intégrés		
Centres de relations clients externalisés		

Nom et fonction du correspondant « Label Responsabilité sociale » :

..... ☎ : Mail :

Nom et fonction des principales personnes à auditer :

..... ☎ : Mail :

..... ☎ : Mail :



Demande de dossier d'éligibilité au
« Label Responsabilité Sociale »

Catégorie - Donneur d'Ordres

A RENVOYER

✉ ALRS

A l'attention de Sébastien FAURE
c/o Mission Nationale de la Relation Client
17, Square Edouard VII
75009 Paris

Matrice à compléter par l'entité juridique postulante « Donneur d'ordres »

Contrat(s) (Merci de préciser le nom de la société réalisant la prestation externalisée)	Nombre d'heures productives	Localisation des sites de production
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>

Déclaration d'Exactitude

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des informations précisées dans ce document et m'engage sur simple demande du Comité de labellisation de l'ALRS ou du cabinet d'audit mandaté à cet effet à fournir tous les justificatifs nécessaires.

Nom et fonction du représentant légal de l'entité juridique postulante :

Signature :

Date :